· ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient

L'économie contre l'écologie ?

Après la croissance
Franck Aggeri
Robert Boyer
Bernard Perret

L'obstacle financier
Nicolas Bouleau
Dominique Dron
Étienne Espagne
Gaël Giraud
Romain Svartzman

Vers la transition
Mathilde Dupré
Jean-Maxence Granier
Lucile Schmid

Survivre à Auschwitz – Vivre avec Alzheimer
Le *Hirak* algérien – Le labeur, l'œuvre et les retraites
Iran/États-Unis : un jeu dangereux – *Pour Sama* : la femme à la caméra

Mars 2020 – N° 462

· ESPRIT ·
Comprendre le monde qui vient

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris
www.esprit.presse.fr

Rédaction : 01 48 04 92 90 - redaction@esprit.presse.fr
Ventes et abonnements : 03 80 48 95 45 - abonnement@esprit.presse.fr

Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier

Directrice de la rédaction Anne-Lorraine Bujon
Secrétaire de rédaction Jonathan Chalier
Responsable de la communication Edouard Chignardet
Conseil de rédaction Hamit Bozarslan, Carole Desbarats, Anne Dujin, Michaël Fœssel, Antoine Garapon, Joël Hubrecht, Emmanuel Laurentin, Camille Riquier, Jean-Louis Schlegel, Lucile Schmid

Comité de rédaction
Olivier Abel, Vincent Amiel, Bruno Aubert, Joseph Bahout, Alice Béja, Françoise Benhamou, Abdennour Bidar, Dominique Bourg, Sylvie Bressler, Fabienne Brugère, Ève Charrin, Christian Chavagneux, Guy Coq, François Crémieux, Jacques Darras, Gil Delannoi, Jean-Philippe Domecq, Élise Domenach, Jacques Donzelot, Jean-Pierre Dupuy, Alain Ehrenberg, Jean-Claude Eslin, Thierry Fabre, Jean-Marc Ferry, Jérôme Giudicelli, Nicole Gnesotto, Dick Howard, Anousheh Karvar, Justine Lacroix, Anne Lafont, Hugues Lagrange, Guillaume le Blanc, Erwan Lecœur, Nicolas Léger, Joseph Maïla, Bernard Manin, Michel Marian, Marie Mendras, Patrick Mignon, Jean-Claude Monod, Véronique Nahoum-Grappe, Thierry Paquot, Bernard Perret, Jean-Pierre Peyroulou, Jean-Luc Pouthier, Richard Robert, Joël Roman, Olivier Roy, Jacques Sédat, Jean-Loup Thébaud, Irène Théry, Justin Vaïsse, Georges Vigarello, Catherine de Wenden, Frédéric Worms

Directrice de la publication Anne-Lorraine Bujon

À plusieurs voix

Syrie : ne sommes-nous dupes que de nous-mêmes ?
Joël Hubrecht
p. 10

Iran/États-Unis : un jeu dangereux
Ramin Jahanbegloo
p. 13

Iran : la diplomatie de l'otage
Étienne Dignat
p. 16

Le Brexit, suite et fin ?
Aurélien Antoine
p. 20

À la recherche du candidat démocrate
Michael C. Behrent
p. 24

Le coup constitutionnel de Vladimir Poutine
Marie Mendras
p. 27

Le labeur, l'œuvre et les retraites
Hubert Faes
p. 30

L'économie contre l'écologie ?

Introduction
Bernard Perret
p. 36

Vers une innovation responsable
Franck Aggeri
p. 40

Bienvenue dans l'entrepocène
Jean-Maxence Granier
p. 52

Le commerce mondial à l'heure de la transition
Mathilde Dupré
p. 59

Le réveil écologique des étudiants
Lucile Schmid
p. 67

Financer la décarbonation
Gaël Giraud
p. 71

Une monnaie au service des communs ?
Dominique Dron, Étienne Espagne et Romain Svartzman
p. 82

Les marchés financiers et la planète
Nicolas Bouleau
p. 89

L'écologie est-elle rationnelle ?
Bernard Perret
p. 96

Plan de survie
Entretien avec Robert Boyer
p. 107

Varia

Survivant ou mort vivant ?
Pierre Jouve
p. 120

Nulle part
Judith Hervé-Molnar
p. 128

Rien moins que la dignité. Vivre avec Alzheimer
Jean Baubérot
p. 133

Algérie : des mal morts aux bien vivants
Karima Lazali
p. 143

Cultures

Cinéma / ***Pour Sama*. La femme à la caméra**
Entretien avec Waad al-Kateab et Edward Watts
p. 156

Cinéma / **La politique municipale au cinéma**
Louis Andrieu
p. 164

Exposition / **Musées dessinés, Christelle Téa**
Hélène Mugnier
p. 167

Livres
p. 169

Brèves / ***En écho***
p. 182

Auteurs
p. 189

ISOLÉS

Depuis bientôt deux mois, la Chine est aux prises avec une nouvelle épidémie. Les spécialistes de maladies infectieuses à travers le monde ont beau vouloir calmer les esprits, rappelant que ce coronavirus est plutôt moins meurtrier que la grippe saisonnière et, dans tous les cas, nettement moins contagieux que la rougeole ou la tuberculose, l'imaginaire de l'épidémie, lui, est toujours aussi puissant, et encore amplifié par son traitement médiatique. Paradoxe que cette nouvelle civilisation ultra-scientifique, où les moyens d'identifier les souches de virus – celui-ci a déjà changé de nom trois fois – aussi bien que de comprendre comment il se propage ou d'en soigner les symptômes, progressent à grande vitesse, tandis que se réveillent les réflexes archaïques les plus profonds : la peur se répand bien plus vite que le virus, y compris dans les quartiers chinois de Paris, où les épiceries et les restaurants restent désespérément vides, tandis que circulent les clichés racistes et diverses théories de la conspiration.

Pendant ce temps, le pays le plus peuplé de la planète, sa deuxième puissance économique, est littéralement coupé du monde, transformé en une île terrestre. Les liaisons aériennes sont interrompues, et on s'inquiète de pister, aux quatre coins du globe, les hommes d'affaires ou les touristes qui ont pu se rendre en Chine ces derniers mois. Dans l'intérieur du pays, plusieurs agglomérations urbaines abritant des dizaines de millions d'habitants sont transformées en zones interdites, où le déplacement se fait au compte-gouttes. De Pékin à Shanghai ou à Shenzhen, des milliers d'avenues, de places et de quartiers fantômes s'équipent de matériel de reconnaissance faciale et de caméras thermiques. Des drones permettent de relever à distance la température des habitants : interdits d'entrer ou

de sortir de leurs immeubles, ces derniers se présentent à la fenêtre pour être « détectés ».

Cette crise sanitaire aura des conséquences économiques majeures, mais c'est aussi un test politique sans précédent pour le régime autoritaire et toujours plus centralisé de Xi Jinping. Les mesures de confinement concernent les personnes mais aussi les faits : la première réaction des autorités de Wuhan aura été de réduire au silence l'ophtalmologue Li Wenliang, premier médecin à détecter les symptômes de la maladie à la fin du mois de décembre, au motif qu'il propageait des rumeurs de nature à « déstabiliser l'ordre social ». Décédé en soignant ses malades, le bon « docteur Li » a depuis été officiellement réhabilité et érigé en héros, mais pas assez vite pour contenir le vent d'indignation qui a soufflé sur les réseaux sociaux quant au traitement subi par cet homme courageux, de fait assigné à résidence après avoir été contraint de signer une déclaration fleurant bon l'autocritique. On a même vu se répandre des slogans demandant plus de vérité et de liberté d'expression, avant que la censure omniprésente ne parvienne à tout effacer et à les remplacer par des messages de propagande.

Les manifestations de la place Tiananmen, en 1989, avaient aussi commencé par le deuil public d'une figure très respectée, celle de Hu Yaobang, traité injustement par le régime : les nouveaux dirigeants du Parti communiste ne l'ignorent évidemment pas. Il n'y a pas lieu de penser que les Chinois soient plus superstitieux que nous, et qu'ils estimeront que le mandat du Ciel a été retiré au nouvel homme fort du régime. Face aux risques de contamination et à ce que le Parti a renommé une « guerre du peuple » contre le virus, pour le moment, ils obéissent. Mais suffira-t-il au Parti communiste de faire tomber quelques têtes, comme il a déjà commencé à le faire dans la province du Hubei, pour échapper à ses responsabilités ?

Les grandes épidémies ont souvent été l'occasion de progrès majeurs dans le domaine scientifique et technique. En Chine aujourd'hui, c'est le contrôle des populations par l'intelligence artificielle qui marque une accélération décisive, par l'activation des technologies de reconnaissance faciale et de détection thermique couplées au traitement de masse des données. Big Brother s'appelle désormais WeChat, et il peut vous dire si vous avez récemment croisé la route d'une personne contaminée. Les pays totalitaires avaient autrefois besoin des manifestations d'émotion

des grandes foules, ils en craignent aujourd'hui le pouvoir de mobilisation. Le risque de contamination est la justification idéale pour limiter au maximum le contact, et même la proximité, entre les êtres humains. Symbole glaçant de cette nouvelle doctrine, toutes les célébrations publiques, y compris les offices religieux, ont été interdites par les autorités de Hong Kong : on recommande aux gens de s'unir par la prière… sur Internet ! L'Union soviétique ou la Chine maoïste verrouillaient autrefois les frontières, ce n'est même plus nécessaire aujourd'hui, car les frontières passent entre les personnes, filtrées, identifiées et ciblées. À tous ces nouveaux points de contrôle des flux auxquels la mondialisation nous a habitués – portiques, tourniquets, sas –, il faudra désormais décliner, en plus de son identité, son numéro de téléphone bien sûr, et sa température.

L'épidémie de Covid-19 donne à la dictature de Xi Jinping l'occasion de tester, à grande échelle, le type de contrôle social, économique, politique et religieux, mais également biométrique qu'il applique depuis quelques années à la minorité ouïgoure. Ce qui se précise sous nos yeux ébahis, c'est le spectre de la dictature numérique, d'autant plus implacable qu'elle s'applique de façon entièrement individualisée, à des personnes que l'on a pris soin d'isoler les unes des autres : les malades deviennent à leur tour des suspects, des agents infectieux soupçonnés de porter atteinte au corps social.

Cette crise que nous suivons en temps réel sur nos écrans, tout en mesurant avec une forme de soulagement sans doute qu'elle se déroule au loin, dans un pays que nous espérons très différent du nôtre, mais qui a pris une place centrale dans notre tissu économique, montre toute l'actualité de la réflexion de Habermas lorsqu'il soulignait, au lendemain des attentats de 2001, la *« vulnérabilité de notre civilisation complexe*[1] *»*. « Notre » civilisation qui, comme le suggéraient déjà les penseurs des Lumières, ne saurait être ni religieuse ni nationale, mais pleinement universelle et désormais globale – dans ce qu'elle apporte, comme dans ce qui la menace.

Esprit

1 - Jacques Derrida et Jürgen Habermas, *Le « concept » du 11 septembre. Dialogues à New York (octobre-décembre 2001)*, présentés et commentés par Giovanna Borradori, Paris, Galilée, 2004, p. 55.

À PLUSIEURS VOIX

SYRIE : NE SOMMES-NOUS DUPES QUE DE NOUS-MÊMES ?

Joël Hubrecht

« Même si la trêve conclue fin août sous l'égide de la Russie est théoriquement toujours en vigueur à Idlib, sur le terrain, l'armée syrienne et son allié russe ont repris leur offensive. » C'est ainsi qu'une dépêche laconique annonce, le 5 décembre 2019, le début d'une nouvelle vague de bombardements sur la deuxième plus grande ville de la province, qui fait des centaines de morts, poussant, une fois de plus, des dizaines de milliers de personnes sur les routes. Parmi les familles de réfugiés, bravant la pluie et les bombes, plantant leurs tentes dans la boue de camps de fortune, combien d'entre elles avaient auparavant fui le retour du régime des Assad depuis d'autres régions de Syrie (Deraa, Alep, Homs…) ? Encore et toujours à l'œuvre, les mêmes raids, les mêmes forces armées, les mêmes destructions, les mêmes justifications. La terreur d'État combattant et ravivant la terreur djihadiste pour mieux étouffer les dernières résistances insurrectionnelles et toutes aspirations démocratiques. Tout se répète : les souffrances, la peur, l'exil. Rien n'est venu et rien ne viendra stopper l'implacable remise en selle du despote.

Après tant d'années de vaines mobilisations et de mascarades diplomatiques, le sentiment d'impuissance est si accablant que la dénonciation des crimes contre l'humanité du soi-disant tyran « malgré lui » se justifie essentiellement par le refus de lui laisser le luxe d'un silence qu'il pourrait prendre pour une capitulation définitive ou une approbation tacite de son indigne réhabilitation. Mais la protestation n'est plus portée par l'espoir d'une réaction salutaire et solidaire des États démocratiques, des Nations unies ou des sociétés civiles. Ce n'est pas sans amertume que les commémorations de l'année 1989 nous rappellent combien ces trois acteurs ont pu paraître, dans cette période révolue mais pas si lointaine, en capacité de renouveler les relations internationales dans une optique qui, sans évacuer les calculs de puissance et les intérêts économiques, se voulait plus respectueuse des droits humains et du droit international. La Syrie ne sera pas que le tombeau de ses courageux citoyens qui s'étaient soulevés contre la dictature. Cependant, l'enterrement de nos illusions et de nos ambitions universalistes ne nous dispense pas de chercher à comprendre ce qui – agression ou suicide – en aura causé la perte.

Peut-on expliquer cette débâcle par l'ignorance ? Manifestement non, malgré une relative méconnaissance de ces régions éloignées, qui se manifeste jusqu'au sein d'un public suffisamment intéressé pour participer à des rencontres autour de films tels que *Pour Sama* de Waad al-Kateab et Edward Watts[1] ou *Still Recording* de Saeed Al Batal et Ghiath Ayoub, ce n'est pas le manque d'information qui est en cause. Au contraire, c'est la surinformation qui renforce le relativisme, le scepticisme et la polarisation des opinions, non seulement parce que les « infox » circulent plus rapidement que les infos, mais aussi parce que notre rapport à la réalité s'est modifié. Au « nous ne savions pas », longtemps proféré par les témoins passifs des massacres, se substitue un « nous ne voulons pas savoir », aussi inconscient qu'impensable à l'ère du « nous voudrions tout savoir (immédiatement et intégralement) ». Pour reprendre la formule de Raffaele Alberto Ventura, c'est moins l'idiotie ignare et obtuse des fanatiques, qui n'a certes pas disparu du débat public, que *« l'excès mal maîtrisé du savoir qui nous égare[2] »*.

De même, si les atrocités de la répression en Syrie se poursuivent sans susciter de réactions salutaires, c'est peut-être moins du fait de l'insensibilité de l'opinion que de la surabondance d'indignation. *« Nous sommes spécialistes en indignation, celle à géométrie variable, la plus répandue »*, tempête le chanteur du groupe de rock Trust, Bernie Bonvoisin, auteur de *La Danse du chagrin*[3] et réalisateur d'un documentaire sur les camps de réfugiés syriens au Liban. *« On est dans des modes d'hypocrisie aujourd'hui. J'ai toujours pensé que c'était important de faire les choses sans filtre »*, explique-t-il[4]. Le traitement médiatique de la tragédie syrienne s'attache bel et bien d'abord à émouvoir son public. En dépit de ce qu'elle peut avoir de convenu et parfois d'indécent, cette sensiblerie n'est pas à rejeter en bloc, ne serait-ce que parce qu'elle se fabrique à partir de souffrances bien réelles et parce qu'elle renvoie ceux qui interviennent publiquement sur la Syrie à la difficulté de trouver le ton juste et les mots exacts pour en parler. Mais l'oubli ou l'effacement de la dimension politique du soulèvement des Syriens qui caractérisent cette victimisation bienveillante, accentuent le décalage avec les préoccupations qui agitent la société française et ses évolutions : eux réclament plus de démocratie et de liberté, tandis que, en réaction aux inégalités et aux défaillances de l'État, nous nous

1 - Voir l'entretien avec les réalisateurs dans ce numéro, p. 156.
2 - Voir Raffaele Alberto Ventura, « L'âge de la bêtise », *Esprit*, décembre 2018.
3 - Bernie Bonvoisin, *La Danse du chagrin*, Paris, Don Quichotte, 2018.
4 - France Info, le 24 septembre 2019.

laissons séduire par les attraits autoritaires du populisme. Cette dépolitisation du conflit syrien explique également le décalage avec l'indignation, sans nul doute sincère mais éphémère, suscitée par des images comme celle du corps échoué du petit Aylan Kurdi sur la plage de Lesbos. Ce serait cependant une erreur de simplement déconstruire la fabrique des *« icônes du scandale*[5] *»* sans prendre la mesure de la « fonction vitale » de ces images qui, comme le souligne justement Susan Sontag, nous disent : *« Voici ce que les humains sont capables de faire*[6]*. »*

Si notre inaction ne tient ni à l'absence d'information, ni à un manque de sensibilité, viendrait-elle d'un défaut de compréhension ? L'intrication des enjeux nationaux, régionaux et internationaux est en effet une source inépuisable d'analyses complexes et contradictoires. Pour autant, et nonobstant ces débats géostratégiques et confessionnels parfois plus confus que pointus, qui ne perçoit pas que ce qui se joue en Syrie remodèle en profondeur la nouvelle scène internationale et nos démocraties ? Nos destins sont liés[7]. Non seulement parce que cette région est le foyer toujours actif d'un djihadisme qui nous vise directement, mais aussi parce qu'elle a consacré le triomphe de pouvoirs néo-autoritaires qui étendent aujourd'hui leurs lignes de confrontation bien au-delà des limites de la Syrie en miettes. La fièvre gagne le Liban, les incursions israéliennes contre les bases iraniennes de Syrie se doublent en Irak d'une escalade plus ou moins maîtrisée de violences entre l'administration Trump et le régime des mollahs, qui a franchi un nouveau stade dangereux avec l'assassinat ciblé du général Soleimani, tandis que la Turquie envoie de nouvelles troupes dans une Libye qui évoque de plus en plus la « guerre civile globalisée » syrienne.

De ce théâtre de guerres en extension, où les batailles ne sont pas menées uniquement par procuration, nos gouvernements n'ont jamais officiellement démissionné. Comme, en 2013, les États-Unis maquillant leur reculade militaire en un succès diplomatique qui assurerait le démantèlement de l'arsenal chimique du régime syrien grâce à un accord américano-russe qui ne sera jamais appliqué, nous avons, sans le reconnaître, créé nous-mêmes les conditions de notre impuissance. Les seuls points d'appui qui nous restent pour agir se trouvent en effet désormais à Moscou, à Ankara ou à Téhéran… Poutine a beau séduire

5 - Voir Laurent de Sutter, *Indignation totale. Ce que notre addiction au scandale dit de nous*, Paris, L'Observatoire, 2019.

6 - Susan Sontag, *Devant la douleur des autres*, trad. par Fabienne Durand-Bogaert, Paris, Christian Bourgois, 2003, p. 123.

7 - Voir le dossier « Moyen-Orient, Europe : nos destins liés », *Esprit*, mai 2016.

nos dirigeants politiques, aussi bien à l'extrême droite et à l'extrême gauche, pour des raisons idéologiques et financières, qu'au centre dans des considérations qui se veulent pragmatiques et réalistes, l'homme fort du Kremlin ne sera jamais l'arme absolue au service des intérêts des Européens. De même, Erdoğan a beau accepter de monnayer l'accueil des réfugiés ou tempérer son occupation des territoires kurdes, il restera un maître-chanteur et un farouche adversaire d'une Europe dont il dénonce, à son tour et réciproquement, l'hypocrisie et la vacuité.

Le réveil des monstres engendre le sommeil de la conscience.

Nos représentants ne trompent plus grand monde lorsqu'ils se portent garants de la préservation de la trêve à Idlib, comme l'ont fait Emmanuel Macron et Angela Merkel à Istanbul le 23 octobre 2018, ou lorsqu'ils assurent que nos ressortissants peuvent être jugés dans des procès équitables en Irak. Et leurs discours à propos de djihadistes et de réfugiés – qu'il s'agit, pour les premiers, de neutraliser et, pour les seconds, d'aider mais, dans les deux cas, de garder loin de notre sol – sont sans doute tenus à destination de l'opinion publique. L'hypocrisie et les torts sont partagés, car ce jeu de dupes dans lequel nous nous sommes laissé enfermer, nous le jouons collectivement, involontairement ou inconsciemment. D'où la crainte que nos manifestations publiques et nos tribunes, en accompagnant sans l'infléchir la longue agonie du peuple syrien, ne participent de cette lente érosion de la langue et de la politique. Le réveil des monstres engendre le sommeil de la conscience. La mobilisation citoyenne se réduisait, le 29 décembre 2019, à l'ombre de la fontaine des Innocents où le Collectif pour une Syrie libre et démocratique et ses sympathisants s'étaient rassemblés, à une poignée de manifestants. Comment briser ce cercle infernal qui relie souterrainement exterminations physiques au loin et perte de conscience ici ?

IRAN/ÉTATS-UNIS : UN JEU DANGEREUX

Ramin Jahanbegloo

Vers 17 h 30, heure de l'Est, le 7 janvier 2020, l'Iran a lancé plus d'une douzaine de missiles balistiques contre deux bases militaires irakiennes accueillant des militaires américains et des membres de la coalition à Al-Asad et à Erbil. Le Corps des gardiens de

la révolution islamique (Cgri) d'Iran a déclaré que cette attaque était un acte de vengeance pour le meurtre par les États-Unis du major-général iranien Qassem Soleimani. Comme nous pouvons le constater, le meurtre inattendu de Qassem Soleimani, le commandant de la force des gardes-frontières iraniens en Irak, par l'armée américaine, a ouvert une série d'affrontements dangereux et meurtriers entre les États-Unis et l'Iran. L'assassinat de Soleimani a peut-être été célébré par l'administration Trump comme un geste crucial contre le chef d'orchestre des guerres par procuration de l'Iran en Irak, en Syrie, au Liban, au Yémen et ailleurs, mais les répercussions de cet acte ne semblent pas très prometteuses lorsqu'on l'analyse dans le cadre général de la géopolitique du Moyen-Orient.

Étrangement, l'assassinat de Qassem Soleimani survient à un moment où le régime iranien était au plus bas de sa légitimité politique, en raison des troubles sociaux sans précédent dans le pays et du massacre de près de mille personnes lors des soulèvements populaires de novembre 2019. Avec le déclin rapide de la situation économique propulsé par les sanctions américaines, les conditions de vie en Iran ont empiré, alors que l'inflation, le chômage et un sentiment général de désespoir dans toute la société iranienne ont augmenté. Sans doute, les cortèges pour Soleimani, marqués pour la première fois en Iran par une cérémonie dans de multiples villes, offrent-ils au régime iranien une occasion inattendue de manipuler le sentiment public iranien pour tenter de retrouver sa légitimité perdue et inviter la population à participer aux élections législatives de février 2020. Cependant, il va sans dire que la longue période de deuil de Soleimani, suivie des slogans anti-américains, aura du mal à mettre un terme aux multiples souffrances des Iraniens à l'intérieur du pays.

Quoi qu'il en soit, la partie de ping-pong entre Téhéran et Washington, qui dure depuis 1979 et la crise des otages à l'ambassade américaine à Téhéran, entre maintenant dans un jeu dangereux. Beaucoup d'alliés américains en Europe et en Asie ont été surpris par la décision soudaine de Donald Trump, considéré comme un critique sévère de la présence sans fin des troupes américaines au Moyen-Orient, de s'engager dans une aventure aussi imprudente. Sans doute le président Trump et le secrétaire d'État Pompeo comptaient-ils sur les informations qui leur avaient été données par l'opposition anti-iranienne en Irak ou ailleurs, montrant le niveau de mécontentement des populations iraniennes et irakiennes à l'égard du Cgri, sans tenir compte des éléments de nationalisme iranien et de martyre chiite.

Environ deux tiers des Iraniens sont nés après la révolution de 1979 et ont grandi avec la tension américano-iranienne, mais aussi avec un fort sentiment nationaliste. Bien qu'il ait été une figure de l'ombre de son vivant, travaillant clandestinement de l'Afghanistan au Liban, la machine de propagande de la République islamique l'a transformé en héros national protégeant les frontières de l'Iran contre ses ennemis, notamment l'État islamique. En éliminant Soleimani, l'administration Trump espérait s'en tirer, visant une figure de proue puissante, qui était le cerveau de l'hégémonie iranienne au Moyen-Orient. Contrairement aux attentes de Trump et de Pompeo, avec la mort de Soleimani, la rue iranienne est devenue encore plus anti-américaine. Cela ne signifie pas que tous les jeunes Iraniens, en particulier ceux qui sont prisonniers politiques ou au chômage, versent des larmes pour l'homme que l'ayatollah Khamenei, le Guide suprême de l'Iran, a appelé un *« martyr vivant »*.

Mais le président Trump et le secrétaire d'État Mike Pompeo continuent de croire que les jeunes Iraniens se soulèveront contre le régime, surtout s'ils sentent que la crise de légitimité se transformera en chaos et en implosion des institutions politiques et militaires iraniennes. Comment cela peut-il se produire, surtout si l'Iran s'engage dans une longue guerre avec les États-Unis ? Après près de quarante et un ans de révolution, les jeunes Iraniens ont perdu tout espoir en leur avenir et sont prêts à mourir pour une autre cause révolutionnaire. Malgré la machine de propagande du régime iranien, les vrais futurs remplaçants de Qassem Soleimani ne seront pas les Iraniens, mais certains des mandataires de l'Iran. Il y a deux raisons principales à cela : d'abord et avant tout, le mythe de Soleimani a été plus fort chez les jeunes insurgés chiites au Liban et en Irak qu'en Iran. Deuxièmement, comme la plupart des analystes en conviennent, le régime iranien ne cherche pas une confrontation à long terme avec les États-Unis, même si l'assassinat de Soleimani marque la plus importante opération militaire américaine contre l'Iran depuis la destruction par les États-Unis du vol 655 de l'avion de ligne iranien en 1988.

Les jeunes Iraniens ont perdu tout espoir en leur avenir et sont prêts à mourir pour une autre cause révolutionnaire.

Malgré le fait que l'Iran ne choisira pas la confrontation directe avec les États-Unis pour le moment, il sera désormais impliqué dans plus qu'une guerre par procuration intensifiée

autour du Moyen-Orient. Si Téhéran a estimé qu'il devait réagir immédiatement à l'assassinat du général Soleimani, cela ne veut certainement pas dire qu'il cherche une guerre totale. Alors que le régime veut riposter contre l'armée la plus puissante du monde, la société elle-même n'a aucun appétit de guerre. D'autre part, il serait faux de croire qu'avec la mort de Soleimani, le succès de « l'Axe de la résistance » au Liban, en Irak, en Syrie, au Yémen et en Palestine est terminé. Le régime iranien a alloué des dizaines de milliards de dollars au Hezbollah pour qu'il opère en Syrie en faveur du régime d'Assad. En conséquence, malgré l'appel des États-Unis et d'Israël au retrait immédiat des forces iraniennes de Syrie, les Gardiens de la révolution iraniens trouveront de nouvelles possibilités pour consolider leur pouvoir au Levant, mettant en danger imminent les intérêts américains et israéliens.

De grandes questions restent donc sans réponse : comment les États-Unis vont-ils répondre à la récente attaque contre les deux bases militaires d'Al-Asad et d'Erbil en Irak ? Comment réagiront-ils aux attaques imminentes contre leurs institutions et leurs intérêts par l'intermédiaire des mandataires iraniens dans la région ? Comment l'administration Trump peut-elle gérer un nouveau chaos dans la région en cette année électorale ? Enfin et surtout, l'assassinat de Soleimani aura également des répercussions politiques pour l'Iran, puisqu'une nouvelle année de situation économique très difficile se doublera d'une plus grande incertitude politique. La politique iranienne continuera certainement à faire face à de sérieux défis en raison de la division croissante qui a eu lieu ces dernières années entre le Guide suprême Ali Khamenei, les Gardiens de la révolution et le pouvoir judiciaire. En tant que tel, même si la mort du général Soleimani influencera directement la lutte de pouvoir pour l'avenir de la succession de l'ayatollah Khamenei, l'avenir politique et militaire de l'Iran réside dans l'éventualité d'une confrontation extrême ou d'une guerre totale avec les États-Unis.

IRAN : LA DIPLOMATIE DE L'OTAGE

Étienne Dignat

Le 24 octobre 1979, la Constitution de la République islamique d'Iran était adoptée dans la liesse révolutionnaire. Dix jours plus tard, ce même élan conduisait des centaines d'étudiants à prendre d'assaut l'ambassade des États-Unis à Téhéran et à provoquer du même coup la célèbre « crise des

otages » (1979-1981). Pendant quatre cent quarante-quatre jours, cinquante-deux citoyens américains furent ainsi retenus dans le pays, devenu l'épicentre de l'attention internationale.

Cet événement fondateur introduit deux des pivots de la politique étrangère iranienne qui perdurent jusqu'à aujourd'hui, l'hostilité contre l'Occident et la pratique de la « diplomatie coercitive », selon l'expression de Joseph Nye[1]. La prise d'otages, réunissant l'un et l'autre, en est une des modalités emblématiques, même si son caractère est devenu plus insidieux avec le temps. Le dernier exemple en date est l'arrestation le 5 juin 2019 à Téhéran de deux chercheurs du Centre de recherches internationales (Ceri) de Sciences Po, Fariba Adelkhah et Roland Marchal, pour « espionnage » et « atteinte à la sûreté de l'État[2] ».

Une nouvelle prise d'otages

Le terme d'otage dans ce cas est parfois mis en question : faut-il le réserver aux pratiques de groupes criminels et terroristes et non aux États ? La prudence peut inciter à utiliser d'autres formules, telles que « détenus arbitraires », « gage », voire « prisonniers scientifiques[3] ». Ces expressions sont pourtant insuffisantes. Premièrement, parce que les chercheurs du Ceri sont dans une situation que d'autres, qui n'exercent pas de métier « scientifique », ont connu dans les mêmes conditions. Deuxièmement, parce que le fait que les Iraniens ne demandent pas *explicitement* de rançon ne suffit pas à abandonner cette qualification. La pratique est tout aussi effective et efficace s'il s'agit de peser dans un rapport de force interne, d'influencer une négociation diplomatique ou de demander la libération de prisonniers. Troisièmement, il ne faut pas craindre la charge émotionnelle que portent ce type de situation et l'emploi de ce terme : ils doivent au contraire nous inviter à une mobilisation d'autant plus forte qu'ils nous renvoient à des expériences passées que nous avons tous encore à l'esprit. Le phénomène de la prise d'otages en Iran est connu, répété. Quels sont ses mécanismes ?

Le phénomène de la prise d'otages en Iran est connu, répété.

Il y a les chiffres : depuis dix ans, ce sont une cinquantaine d'étrangers et de binationaux qui ont été arrêtés en

1 - Joseph S. Nye, *The Future of Power*, New York, Public Affairs, 2011.

2 - La charge d'espionnage, qui concernait exclusivement Fariba Adelkhah, a été abandonnée le 7 janvier 2020.

3 - Jean-François Bayard, « Il faut suspendre toute forme de coopération universitaire et scientifique avec l'Iran », *Le Monde*, 29 octobre 2019.

Iran. Une quinzaine de personnes y sont encore retenues aujourd'hui. Il y a les ressemblances dans la méthode : l'utilisation de charges opaques (espionnage, atteinte à la sûreté de l'État), l'incarcération à la prison d'Evin près de Téhéran, les interrogatoires sans fin, les confessions forcées. Il y a les objectifs derrière la tactique, comme trois exemples récents l'illustrent.

Jason Rezaian, journaliste américano-iranien arrêté en juillet 2014 puis relâché le 16 janvier 2016, soit le jour même de la mise en place de l'accord sur le nucléaire iranien, est un cas probant. Comme il l'explique lui-même dans le récit circonstancié de son expérience[4], sa libération s'inscrivait dans une négociation d'ensemble où les États-Unis acceptaient également de libérer des prisonniers iraniens, d'alléger le régime des sanctions et de restituer certains avoirs du pays. Comme lui, Xiyue Wang, chercheur américain, a également été échangé récemment, après trois ans de prison, contre la remise en liberté d'un universitaire iranien. D'autres n'ont pas cette chance. La citoyenne britannique et iranienne Nazanin Zaghari-Ratcliffe, condamnée à cinq de prison, est toujours détenue. L'Iran a été jusqu'à demander au Royaume-Uni de régler une dette datant de 1979 et s'élevant à plusieurs centaines de millions d'euros. Instrumentalisation des arrestations, chantage auprès d'un tiers, mécanismes de levier, critères obscurs de libération… autant d'éléments caractéristiques de cette diplomatie des otages.

Le rapport de force

Que se joue-t-il dans les cas de Fariba Adelkhah et de Roland Marchal ? Les deux chercheurs sont d'abord victimes de tensions ayant trait à la politique intérieure du pays, car ils ont été arrêtés, jugés et sont détenus par une branche particulière de l'État iranien : les Gardiens de la révolution. C'est ainsi qu'en décembre dernier, le parquet a fait appel de la décision d'un tribunal iranien d'accorder la liberté sous caution aux deux universitaires et que le dossier a été transféré à un tribunal révolutionnaire. C'est également pour cette raison que tous deux sont détenus dans une aile de la prison d'Evin contrôlée par les Gardiens de la révolution. Véritable organisation paramilitaire qui dispose de prérogatives propres, les Gardiens sont chargés de protéger la République islamique et ne reconnaissent que l'autorité suprême de l'ayatollah Ali Khamenei. Conservatrice par nature, leur organisation s'oppose aujourd'hui au camp plus « modéré » du président Hassan Rohani.

4 - Jason Rezaian, *Prisoner: My 544 Days in an Iranian Prison*, New York, Anthony Bourdain, 2019.

ABONNEZ-VOUS

Ventes et abonnements : 03 80 48 95 45 - abonnement@esprit.presse.fr - www.esprit.presse.fr

100 % NUMÉRIQUE
À DURÉE LIBRE

7,50€ /mois

INTÉGRAL
À DURÉE LIBRE

12€ /mois

L'indépendance d'*ESPRIT*, c'est grâce à vous !

Une revue comme *Esprit* garde aujourd'hui toute sa place dans un paysage médiatique où l'information en continu et le besoin de spectacle l'emportent trop souvent sur la réflexion et le recul critiques. Nous vivons une époque de mutations profondes, où les mouvements de colère prospèrent, tandis que la démocratie semble partout fragilisée. Forts de nos convictions humanistes, donnons-nous les moyens de comprendre le monde qui vient !

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Pays : _____

Code postal : _____ Courriel : _____

Je souscris à un abonnement à partir du mois de : _____

Abonnement		Numérique	Intégral
À DURÉE LIBRE	France	7,50 €/mois	12 € / mois
	International	7,50 €/mois	12,85 €/mois
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / France	5 €/mois	8 €/mois
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / International	5 €/mois	8,85 €/mois
1 AN	France (10 numéros)	84 € ☐	130 € ☐
	International (10 numéros)	84 € ☐	140 € ☐
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / France (10 numéros)	60 € ☐	91 € ☐
	-25 ans ou demandeurs d'emploi / International (10 numéros)	60€ ☐	101 € ☐

Je m'abonne directement sur le site **www.esprit.presse.fr** en payant par IBAN ou par CB.

Ou ☐ je choisis le paiement par chèque dans le cas d'un abonnement d'un an.

Merci d'envoyer votre bulletin d'abonnement à l'adresse suivante :

Esprit - Service relations clients - 12, rue du Cap Vert - 21800 Quétigny

Fabrication : Transfaire Sarl, F-04250 Turriers, 04 92 55 18 14
www.transfaire.com

Création de la maquette originale et illustration de couverture : Ip-3 / Olivier Marty

Publié avec le concours du Centre national du livre

Dépôt légal février 2020 – Commission paritaire 0722 D 81899
ISSN 0014 0759 – ISBN 978-2-37234-122-6

n° 462, mars 2020

Achevé d'imprimer sur les presses de Corlet Imprimeur
ZI, rue Maximilien Vox
Condé-sur-Noireau
14110 Condé-en-Normandie

N° d'impression : 1911.0160

PEFC 10-31-1510 IMPRIM'VERT®

Esprit est membre du réseau des revues européennes *Eurozine* (www.eurozine.com)

© Esprit – Sauf pour de courtes citations dans une critique de journal ou de magazine, il est interdit, sans la permission écrite des détenteurs du copyright, de reproduire ou d'utiliser les textes publiés dans cette revue, sous quelque forme que ce soit, par des moyens mécaniques, électroniques ou autres, connus présentement ou qui seraient inventés, y compris la xérographie, la photocopie ou l'enregistrement, de même que les systèmes d'informatique.

En application du Code de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).